

Arrêt

n° 251 677 du 25 mars 2021
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître N. EL JANATI
Rue Lucien Defays 24-26
4800 VERVIERS

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA X^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 octobre 2020 par X, qui déclare être « d'origine palestinienne », contre la décision de la Commissaire adjointe aux réfugiés et aux apatrides, prise le 24 septembre 2020.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 27 janvier 2021 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 4 février 2021.

Vu l'ordonnance du 22 février 2021 convoquant les parties à l'audience du 22 mars 2021.

Entendu, en son rapport, P. VANDERCAM, président de chambre.

Entendu, en ses observations, la partie requérante assistée par Me S. de SPIRLET /oco Me N. EL JANATI, avocat.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

I. Acte attaqué

1. Dans sa décision, la partie défenderesse déclare la demande de la partie requérante irrecevable sur la base de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980. Elle relève en substance que la partie requérante bénéficie déjà d'un statut de protection internationale en Grèce, pays où le respect de ses droits fondamentaux est par ailleurs présumé garanti.

II. Thèse de la partie requérante

2. Dans sa requête, la partie requérante expose que la décision attaquée « viole l'article 1^{er}, §A, al.2 de la Convention de Genève du 28/07/1951 en ce que le récit se rattache aux critères justifiant l'octroi de l'asile; et/ou viole les articles 48/3, 48/4, 48/5, 48/6, 48/7, 57/6/3 et 62 de la loi du 15 décembre 1980; et/ou les articles 3 et 13 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ; et/ou les articles 4 et 24 de la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne du 7 décembre 2000, les articles 13, 15, 17, 18, 19 de la directive 2013/33/UE du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale, les articles 4 et 20.5 de la Directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection; les articles 1, 2, 3 et 4 de la loi du 29/07/1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, en ce que sa motivation est insuffisante, inadéquate et contient une erreur d'appréciation, ainsi que « le principe général de bonne administration et du devoir de prudence », qui implique le droit à une procédure administrative équitable et le devoir de soin et de minutie ».

3. Elle rappelle en substance ses précédentes déclarations concernant ses difficiles conditions de vie en Grèce, où elle dit avoir vécu « *de réels traumatismes* » et être « *bien trop vulnérable que pour y retourner* ». Elle renvoie à plusieurs informations générales, qui corroborent ses dires sur la situation des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale dans ce pays - particulièrement en matière d'aide financière et matérielle, d'hébergement, d'intégration, de sécurité, de violence raciste, et de travail -, et qui illustrent la dégradation des conditions d'accueil suite à la réouverture de la frontière avec la Turquie, au durcissement de la politique d'asile par les responsables politiques grecs, et aux lourdes contraintes liées à la pandémie du Covid-19.

Elle conclut que les droits et besoins élémentaires des réfugiés en Grèce sont bafoués, et que les conditions d'accueil sont caractérisées par des défaillances systémiques. Elle reproche à la partie défenderesse d'avoir « *fait tant l'économie d'une instruction individuelle [de ses] circonstance de vie [...] que d'un réel examen du respect en pratique par les autorités grecques des normes minimales prévues par l'UE* ».

4. Elle joint à sa requête les documents inventoriés comme suit :

- « 1. L'ECHO, 02.03.2020, « *La Grèce fait face à un afflux de réfugiés venus de Turquie [...]* »
- 2. FRANCE24, 01.03.2020, « *Frontières turques ouvertes, des milliers de migrants continuent d'affluer vers la Grèce* » [...]
- 3. RTBF, 28.02.2020, « *Grèce : des centaines de réfugiés sont bloqués à la frontière avec la Turquie* » [...]
- 4. Article du 03.03.2020, « *Réfugiés en Grèce : l'île de Lesbos au bord de l'explosion* » [...]
- 5. CNBC, 01.03.2020, « *It's a powder keg ready to explode : In Greek village, tensions simmer between refugees and locals* » [...]
- 6. LIBERATION, 25.03.2020, « *En Grèce, des réfugiés enfermés de force dans un camp coupé du monde* » [...]
- 7. AMNESTY INTERNATIONAL, 27.04.2020, « *Grèce, incendies dans des camps de réfugiés* » [...]
- 8. RTBF, 09.09.2020, « *Incendie au camp pour réfugiés en Grèce : "Ce camp de Moria était loin de toute humanité"* » [...]. »

III. Appréciation du Conseil

5. La décision attaquée est une décision d'irrecevabilité prise en application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980, qui ne se prononce pas sur la question de savoir si la partie requérante a besoin d'une protection internationale au sens des articles 48/3 ou 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Bien au contraire, cette décision repose sur le constat que la partie requérante a déjà obtenu une telle protection internationale en Grèce.

Cette décision ne peut donc avoir violé ni l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, ni les articles 48/3 à 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, ni les articles 4 et 20 de la Directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011.

Le moyen est inopérant en ce qu'il est pris de la violation de ces articles.

6. La décision attaquée indique que la partie requérante bénéficie d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ce qui n'est pas contesté. Elle indique, par ailleurs, pourquoi la partie défenderesse considère que la partie requérante ne démontre pas un risque de subir en Grèce des traitements inhumains et dégradants contraires à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) et à l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (CDFUE).

Cette motivation, qui est claire et adéquate, permet à la partie requérante de comprendre pourquoi sa demande est déclarée irrecevable. Il en ressort également que la partie défenderesse a bien pris en compte les déclarations de la partie requérante concernant ses conditions de vie en Grèce, mais a estimé qu'elle ne parvenait pas pour autant à renverser la présomption selon laquelle ses droits fondamentaux sont respectés en tant que bénéficiaire de protection internationale dans ce pays. La circonstance que la partie requérante ne partage pas l'analyse faite par la partie défenderesse, ne suffit pas à démontrer une motivation insuffisante ou inadéquate en la forme.

Le moyen n'est pas fondé en ce qu'il est pris d'une violation de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980, et des articles 1 à 4 de la loi du 29 juillet 1991.

7. La partie requérante n'explique pas concrètement, dans le développement de son moyen, en quoi la décision attaquée viole l'article 24 de la CDFUE, relatif aux droits de l'enfant.

Le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de cet article.

8. Pour le surplus du moyen, l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980, se lit comme suit :

« § 3. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut déclarer irrecevable une demande de protection internationale lorsque :

[...]

3^o le demandeur bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne ».

Cette disposition transpose l'article 33, § 2, a), de la directive 2013/32/UE du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale. Dans un arrêt rendu le 19 mars 2019 (affaires jointes C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17), la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) a notamment dit pour droit que cette disposition « ne s'oppose pas à ce qu'un État membre exerce la faculté offerte par cette disposition de rejeter une demande d'octroi du statut de réfugié comme irrecevable au motif que le demandeur s'est déjà vu accorder une protection subsidiaire par un autre État membre, lorsque les conditions de vie prévisibles que ledit demandeur rencontrerait en tant que bénéficiaire d'une protection subsidiaire dans cet autre État membre ne l'exposeraient pas à un risque sérieux de subir un traitement inhumain ou dégradant, au sens de l'article 4 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. La circonstance que les bénéficiaires d'une telle protection subsidiaire ne reçoivent, dans ledit État membre, aucune prestation de subsistance, ou sont destinataires d'une telle prestation dans une mesure nettement moindre que dans d'autres États membres, sans être toutefois traités différemment des ressortissants de cet État membre, ne peut conduire à la constatation que ce demandeur y serait exposé à un tel risque que si elle a pour conséquence que celui-ci se trouverait, en raison de sa vulnérabilité particulière, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême. » Elle a notamment considéré ce qui suit (points 88 à 94) : « 88. [...] lorsque la juridiction saisie d'un recours contre une décision rejetant une nouvelle demande de protection internationale comme irrecevable dispose d'éléments produits par le demandeur aux fins d'établir l'existence d'un tel risque dans l'État membre ayant déjà accordé la protection subsidiaire, cette juridiction est tenue d'apprécier, sur la base d'éléments objectifs, fiables, précis et dûment actualisés et au regard du standard de protection des droits fondamentaux garanti par le droit de l'Union, la réalité de défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certains groupes de personnes (voir, par analogie, arrêt de ce jour, Jawo, C-163/17, point 90 et jurisprudence citée). 89 À cet égard, il importe de souligner que, pour relever de l'article 4 de la Charte, qui correspond à l'article 3 de la CEDH, et dont le sens et la portée sont donc, en vertu de l'article 52, paragraphe 3, de la Charte, les mêmes que ceux que leur confère ladite convention, les défaillances mentionnées au point précédent du présent arrêt doivent atteindre un seuil particulièrement élevé de gravité, qui dépend de l'ensemble des données de la cause (arrêt de ce jour, Jawo, C-163/17, point 91 et jurisprudence citée).

90 Ce seuil particulièrement élevé de gravité serait atteint lorsque l'indifférence des autorités d'un État membre aurait pour conséquence qu'une personne entièrement dépendante de l'aide publique se trouverait, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême, qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou la mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine (arrêt de ce jour, Jawo, C-163/17, point 92 et jurisprudence citée). 91 Ledit seuil ne saurait donc couvrir des situations caractérisées même par une grande précarité ou une forte dégradation des conditions de vie de la personne concernée, lorsque celles-ci n'impliquent pas un dénuement matériel extrême plaçant cette personne dans une situation d'une gravité telle qu'elle peut être assimilée à un traitement inhumain ou dégradant (arrêt de ce jour, Jawo, C-163/17, point 93). [...] 93. Quant à la circonstance [...] que les bénéficiaires d'une protection subsidiaire ne reçoivent, dans l'État membre qui a accordé une telle protection au demandeur, aucune prestation de subsistance, ou sont destinataires d'une telle prestation dans une mesure nettement moindre que dans d'autres États membres, sans être toutefois traités différemment des ressortissants de cet État membre, elle ne peut conduire à la constatation que ce demandeur y serait exposé à un risque réel de subir un traitement contraire à l'article 4 de la Charte que si elle a pour conséquence que celui-ci se trouverait, en raison de sa vulnérabilité particulière, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême répondant aux critères mentionnés aux points 89 à 91 du présent arrêt. 94. En tout état de cause, le seul fait que la protection sociale et/ou les conditions de vie sont plus favorables dans l'État membre auprès duquel la nouvelle demande de protection internationale a été introduite que dans l'État membre ayant déjà accordé la protection subsidiaire n'est pas de nature à conforter la conclusion selon laquelle la personne concernée serait exposée, en cas de transfert vers ce dernier État membre, à un risque réel de subir un traitement contraire à l'article 4 de la Charte (voir, par analogie, arrêt de ce jour, Jawo, C-163/17, point 97). » L'enseignement de cet arrêt s'impose au Conseil lorsqu'il applique la règle de droit interne qui transpose l'article 33, paragraphe 2, sous a), de la directive 2013/32/UE.

Il ne découle ni du texte de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980, ni de celui de l'article 33, § 2, a), de la directive 2013/32/UE, que lorsque cette condition - ainsi interprétée - est remplie, la partie défenderesse devrait procéder à d'autres vérifications.

En outre, dès qu'il est établi qu'une protection internationale a déjà été accordée au demandeur dans un autre Etat membre de l'Union européenne, c'est à celui-ci qu'il incombe, le cas échéant, de démontrer qu'il ne bénéficierait pas ou plus de cette protection dans l'Etat concerné, ou que cette protection ne serait pas ou plus effective.

9. En l'espèce, la partie requérante ne conteste pas sérieusement qu'elle bénéficie d'une protection internationale en Grèce. Dans un tel cas de figure, et compte tenu de la place centrale du principe de confiance mutuelle dans le régime d'asile européen commun, c'est à la partie requérante - et non à la patrie défenderesse - qu'il incombe de démontrer qu'elle ne bénéficierait pas ou plus de ce statut et du droit de séjour y afférent, ou que cette protection n'y serait pas ou plus effective pour des motifs d'ordre individuel ou systémique. Dans les points 85 et 88 de son arrêt précédent, la CJUE a en effet clairement souligné que « *dans le cadre du système européen commun d'asile, il doit être présumé que le traitement réservé aux demandeurs d'une protection internationale dans chaque État membre est conforme aux exigences de la Charte, de la convention de Genève ainsi que de la CEDH* (arrêt de ce jour, Jawo, C-163/17, point 82 et jurisprudence citée). Il en va ainsi, notamment, lors de l'application de l'article 33, paragraphe 2, sous a), de la directive procédures, qui constitue, dans le cadre de la procédure d'asile commune établie par cette directive, une expression du principe de confiance mutuelle », et que la juridiction saisie d'un recours contre une décision d'irrecevabilité d'une nouvelle demande de protection internationale doit examiner la réalité de défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certains groupes de personnes dans le pays concerné, lorsqu'elle dispose d'éléments produits « *par le demandeur* » aux fins d'établir l'existence d'un risque d'y subir des traitements contraires à l'article 4 de la CDFUE.

La partie requérante ne peut dès lors pas être suivie en ce qu'elle semble soutenir qu'il revenait à la partie défenderesse de rechercher d'initiative des éléments d'informations concernant les conditions dans lesquelles elle a vécu en Grèce ou concernant les conditions générales d'accueil des réfugiés dans ce pays. Il apparaît, en l'espèce, que la partie défenderesse s'est basée sur les informations données par la partie requérante, ainsi qu'il lui revenait de le faire.

10. S'agissant de son vécu en Grèce, la partie requérante reste en défaut d'établir que ses conditions de vie relevaient et relèveraient, compte tenu de circonstances qui lui sont propres, de traitements inhumains et dégradants au sens de l'article 3 de la CEDH et de l'article 4 de la CDFUE.

En effet, elle se borne en substance à rappeler certains éléments de son récit (hébergement dans un environnement majoritairement masculin ; harcèlement verbal et physique par un résident ; absence de protection des autorités ; sentiment d'insécurité en tant que femme seule avec une petite fille), mais n'oppose aucun élément d'appréciation nouveau, consistant et concret, aux constats de la décision :

- que les faits de harcèlement sont survenus avant l'octroi de sa protection internationale, et ne sont dès lors pas représentatifs pour qualifier sa situation en qualité de bénéficiaire de ladite protection, statut qui lui donne accès à d'autres droits, avantages et libertés ;
- qu'elle a pu dénoncer ce harcèlement auprès des autorités, et que ces dernières ont ouvert une enquête ; le fait qu'elle n'en connaisse pas le résultat résulte par ailleurs de sa propre décision de quitter rapidement Rhodes afin de se rendre à Athènes et préparer son départ du pays ; rien ne démontre dès lors que les autorités saisies de ses plaintes auraient négligé de prendre les mesures nécessaires pour sanctionner l'auteur de ce harcèlement ;
- qu'elle n'a pas porté plainte suite au vol d'une de ses valises à Athènes, de sorte qu'elle n'établit pas que la police aurait refusé de lui venir en aide ;
- qu'elle n'a pas fait valoir d'autres expériences de vie concrètes après son départ de Rhodes pour Athènes, où elle n'est par ailleurs restée qu'une semaine avant de quitter le pays pour l'Italie ;
- que les faits d'agression et de tentative de viol, mentionnés dans les deux documents médicaux déposés, reposent sur ses seules déclarations, et n'ont jamais été évoqués devant les services de l'Office des étrangers ou de la partie défenderesse, où elle se limitait à relater qu'un homme avait posé sa main sur son épaule, ce qui est significativement différent en termes de gravité ; ces deux documents sont par ailleurs peu circonstanciés et très généraux, et elle ne peut fournir aucune précision susceptible de donner une consistance à leur contenu ;
- qu'elle n'a jamais eu l'intention de s'installer durablement en Grèce après l'octroi de son statut de protection internationale, et a quitté le pays à peine un mois après avoir reçu ledit statut.

Ces constats de la décision, qui demeurent entiers, empêchent de conclure que la partie requérante s'est trouvée ou se trouverait en Grèce, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême ne lui permettant pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires - tels que se nourrir, se loger et se laver -, et portant atteinte à sa santé physique ou mentale ou la mettant dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine, et qu'elle a été ou serait exposée à des traitements atteignant le seuil de gravité permettant de les qualifier d'inhumains et dégradants au sens des articles 3 de la CEDH et 4 de la CDFUE.

11. La simple invocation de rapports faisant état, de manière générale, de carences et de lacunes en matière d'accueil des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale en Grèce (requête : pp. 5 à 19, et annexes 1 à 8), ne suffit pas à établir que tout réfugié vivant dans ce pays y est soumis à des traitements inhumains ou dégradants. En l'état actuel du dossier, ces sources ne permettent pas de conclure à l'existence de « *défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certains groupes de personnes* » atteignant le seuil de gravité décrit par la CJUE dans l'arrêt du 19 mars 2019 cité plus haut. Il ne peut, en effet, pas être considéré sur la base de ces informations qu'un bénéficiaire de protection internationale est placé en Grèce, de manière systémique, « *dans une situation de dénuement matériel extrême, qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou la mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine* » (arrêt cité, point 91). Le Conseil rappelle par ailleurs que selon les enseignements précités de la CJUE, la seule circonstance que les bénéficiaires d'une protection internationale « *ne reçoivent, dans l'État membre qui a accordé une telle protection au demandeur, aucune prestation de subsistance, ou sont destinataires d'une telle prestation dans une mesure nettement moindre que dans d'autres États membres, sans être toutefois traités différemment des ressortissants de cet État membre, [...] ne peut conduire à la constatation que ce demandeur y serait exposé à un risque réel de subir un traitement contraire à l'article 4 de la Charte* ». En l'occurrence, la partie requérante ne démontre pas, avec des éléments concrets et individualisés, que sa situation socio-économique en cas de retour en Grèce, bien que potentiellement difficile à plusieurs égards, serait différente de celle des ressortissants grecs eux-mêmes.

Quant au fait que la Grèce ne respecterait pas les normes européennes minimales applicables en matière d'accueil et d'intégration des réfugiés, la CJUE a jugé que « *des violations des dispositions du chapitre VII de la directive qualification qui n'ont pas pour conséquence une atteinte à l'article 4 de la [CDFUE] n'empêchent pas les États membres d'exercer la faculté offerte par l'article 33, paragraphe 2, sous a), de la directive procédures* » (arrêt précité, point 92). De même, « *l'existence de carences dans la mise en œuvre [...] de programmes d'intégration des bénéficiaires d'une telle protection ne saurait constituer un motif sérieux et avéré de croire que la personne concernée encourrait, en cas de transfert vers cet État membre, un risque réel d'être soumise à des traitements inhumains ou dégradants, au sens de l'article 4 de la Charte* » (arrêt du 19 mars 2019, affaire C-163/17, Jawo, paragraphe 96).

12. Au demeurant, la circonstance, non autrement qualifiée, que la partie requérante est une femme seule voyageant avec une jeune fille, n'est pas suffisante pour conférer à sa situation en Grèce un degré de vulnérabilité significativement accru, et partant, justifier une perception différente de ses conditions de vie dans ce pays.

Quant aux deux rapports psychologiques versés au dossier, la partie défenderesse a relevé dans sa décision que la fragilité psychologique détectée dans le chef de la partie requérante provenait tant de ses problèmes à Gaza que de son parcours migratoire, et avait diminué en intensité. Elle relevait également que ces deux rapports étaient peu circonstanciés et très généraux. La partie requérante ne fournit, dans sa requête, aucun complément d'information concret et nouveau pour invalider ces conclusions, et ne démontre pas davantage qu'elle ne pourrait pas bénéficier en Grèce du suivi thérapeutique requis par son état de santé. La situation de fragilité psychologique de la partie requérante est dès lors insuffisante pour constituer un facteur significatif de vulnérabilité dans son chef.

13. Les nouveaux documents versés au dossier de procédure (*Note complémentaire inventoriée en pièce 10*) sont sans incidence sur les conclusions qui précèdent.

13.1. Il s'agit d'une part, d'un *Compte-rendu psychiatrique* du 22 janvier 2021. Or, ce document se révèle tout aussi laconique que les précédents, quant aux événements qui seraient à l'origine de l'état de santé mentale de la partie requérante, lequel semble être lié à des facteurs importants autres que son passage en Grèce : traumatisme de guerre, parcours migratoire difficile, incertitudes sur l'avenir. L'unique mention qu'elle « *aurait été violée* » dans « *l'un des camps de trouvant en Grèce* », sans aucune autre précision factuelle ni commentaire objectif de l'auteur de ce compte-rendu, est totalement insuffisante pour établir la réalité de cette agression. Cette pièce n'établit pas davantage que la thérapie actuellement en cours (un long suivi et une triple médication) ne serait pas disponible en Grèce.

13.2. Il s'agit d'autre part, d'un jugement rendu le 21 janvier 2021 par un tribunal régional allemand, ainsi que de trois coupures de presse y relatives. Dans ledit jugement, le tribunal administratif de Münster estime en substance, en se fondant essentiellement voire exclusivement sur des informations générales relatives à la situation des réfugiés en Grèce, que la demande d'asile introduite en Allemagne par un ressortissant érythréen ayant déjà reçu une protection internationale en Grèce, ne pouvait pas être déclarée irrecevable, ce en raison d'un risque sérieux de traitement inhumain et dégradant en cas de retour en Grèce où l'intéressé risquerait d'être exposé à une situation de précarité matérielle extrême.

A cet égard, le Conseil rappelle que de tels enseignements jurisprudentiels sont par principe propres à chaque cas d'espèce, et ne peuvent pas avoir pour effet de lier le Conseil dans son appréciation individuelle des faits de la présente cause.

Pour le surplus, le Conseil a conclu *supra*, en se fondant tant sur le profil personnel et les expériences individuelles de la partie requérante en Grèce, que sur les informations relatives à la situation générale des réfugiés dans ce pays, que la partie requérante ne démontrait pas avoir été exposée à des traitements inhumains et dégradants en Grèce, que ce soit avant ou après l'octroi de son statut de protection internationale, et qu'elle ne fournissait pas davantage d'éléments concrets et propres à sa situation, indiquant qu'elle courrait un risque réel de subir de tels traitements si elle devait retourner dans ce pays.

14. La réalité et l'effectivité du statut de protection internationale dont la partie requérante jouit en Grèce ayant été constatées, il convient de déclarer irrecevable sa demande de protection internationale en Belgique.

Le recours doit, en conséquence, être rejeté.

IV. Considérations finales

15. Les constatations faites *supra* rendent inutile un examen plus approfondi du moyen de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au sort de la demande.

16. Le Conseil, n'apercevant aucune irrégularité substantielle qu'il ne saurait réparer et estimant disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires, a rejeté le recours. La demande d'annulation formulée en termes de requête est dès lors sans objet.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

Le recours est rejeté.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-cinq mars deux mille vingt et un par :

M. P. VANDERCAM, président de chambre,

M. P. MATTA, greffier.

Le greffier, Le président,

P. MATTA P. VANDERCAM